

Thème 3 – Dynamiques géographiques des grandes aires continentales)

Question 2 – L’Afrique : les défis du développement

Cours 2

Le continent africain face au développement et à la mondialisation

Introduction

À l’échelle du monde, l’Afrique cumule les indicateurs économiques, sociaux et environnementaux défavorables, auxquels s’additionnent de multiples conflits locaux, des problèmes de gouvernances et une place marginale dans la mondialisation. En réalité, le continent africain n’est pas homogène en termes de développement et les situations ne sont pas figées. Des formes de décollage économique existent, malgré la persistance de problèmes aigus. De même, on ne peut plus considérer que l’Afrique est à l’écart du monde. Le continent est largement placé en relation subordonnée dans les échanges mondialisés, mais des exemples d’adaptation aux mutations liés à la mondialisation doivent être soulignés, même si là encore, les réalités du continent sont très hétérogènes.

I Le continent africain face au développement

1. Le continent de la pauvreté

- L’Afrique est le continent où les indicateurs de développement sont les plus bas, bien qu’il existe de fortes disparités entre les pays. Plus de 300 millions d’Africains - près du tiers de la population du continent - vivent avec moins de 1 dollar par jour en Afrique subsaharienne et l’espérance de vie moyenne dépasse à peine les 55 ans. La sous-alimentation et l’insécurité alimentaire touchent environ un tiers de la population et une partie importante des Africains n’ont pas accès à l’eau potable ni à des installations sanitaires et médicales satisfaisantes. Une majorité de personnes n’ont pas accès à l’éducation, aux soins médicaux alors que c’est la région du monde la plus touchée par le paludisme et par le sida - plus de 30 millions de personnes sont atteintes du VIH - ce qui explique la baisse actuelle de l’espérance de vie dans plusieurs États. Enfin, l’Afrique dépend encore largement de l’aide financière internationale, mais celle-ci ne suffit pas pour autant à assurer le développement des États.
- La pauvreté est extrêmement répandue dans les campagnes, mais également dans les vastes bidonvilles et même dans les villes elles-mêmes, puisque le taux de chômage y avoisine les 25 %. Cette situation est la source de tensions sociales qui traversent tout le continent dans les campagnes et dans les villes. Celles-ci sont à l’origine des révolutions qui ont parcouru l’Afrique du Nord depuis 2011, mais elles représentent un défi pour l’ensemble des gouvernements africains, y compris dans les États les plus riches : la révolte permanente des mineurs sud-africains depuis 2012 a causé plusieurs dizaines de morts et les violences se multiplient dans les townships mais également dans les campagnes. La pauvreté qui pousse les habitants des pays les plus pauvres vers les pays plus développés, comme les trois millions de Zimbabwéens émigrés en Afrique du Sud, est également à l’origine de violences. À cela, il faut ajouter les conflits interethniques permanents, eux aussi alimentés par la pauvreté.

- Toutefois, on observe des écarts importants entre les États. Au nord, le Maghreb-Machreck est plus riche et l'IDH se situe entre 0,65 et 0,8, ce qui est relativement élevé. De même, l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie ont un IDH situé au dessus de la moyenne. En revanche, la pauvreté et le mal-développement concerne pratiquement tous les autres pays, en particulier les États sahéliens. L'Afrique subsaharienne compte 34 pays les moins avancés (PMA) au sens de l'ONU et en dehors du Kenya, du Cameroun, du Congo et de la Côte-d'Ivoire, l'IDH est faible (moins de 0,5) ou très faible (moins de 0,4). À cela, il faut ajouter des contrastes de pauvreté extrêmement marqués au sein des États. Ainsi, l'Afrique du Sud qui est le pays le plus riche du continent, compte plus de 50 millions d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté et son IDH est en baisse du fait de l'épidémie de sida qui a fait reculer l'espérance de vie sous les 60 ans au cours des vingt dernières années.

2. Les obstacles au développement

- Le premier obstacle au développement est certainement l'instabilité politique. L'Afrique a longtemps été le continent des coups d'État et des guerres civiles. La démocratie progresse, mais 20 % de la population africaine reste à la merci des conflits armés et les régimes autoritaires demeurent plus nombreux que les démocraties. La corne de l'Afrique, mais également l'Afrique de l'Ouest et une partie de l'Afrique du Nord sont situés dans l' " arc des crises " et la guerre civile est quasiment permanente dans certains États telle que la République démocratique du Congo ou au Soudan. Les régimes démocratiques n'échappent pas eux mêmes à la corruption et à la violence politique qui gangrènent la majorité des États africains. Depuis le " printemps arabe " de 2011, les pays du Nord du continent ont connu des révolutions qui ont balayé les dictateurs au pouvoir, mais leur stabilité n'est pas assurée pour autant. Cette situation freine les possibilités d'investissements étrangers en dehors de l'exploitation des matières premières.
- L'Afrique manque de toutes sortes d'infrastructures, en matière d'éducation, de santé, de transports, d'équipements énergétiques, de nouvelles technologies, d'industries, etc. La plupart des équipements datent de la période coloniale ou ont été mis en place par des grandes compagnies étrangères, européennes, américaines ou chinoises dans le but d'exploiter les matières premières du continent. Mais la plupart des habitants ne bénéficient pas de la " politique du cadeau " de la Chine ou des infrastructures mises en place par les Occidentaux. Ce déficit structurel représente un handicap important et empêche la plupart des États de sortir de l'économie de rente et d'émerger dans d'autres secteurs. La majorité des habitants survivent grâce au secteur informel et à l'économie des réseaux, ce qui freine à la fois le développement et les investissements.
- Enfin, la forte croissance démographique non maîtrisée constitue le troisième obstacle principal au développement. Le continent est peuplé d'environ un milliard d'habitants, mais ce chiffre devrait doubler d'ici 2050 et l'augmentation de la population devrait se poursuivre au moins jusqu'au début du siècle prochain - soit 3,5 milliards d'Africains, le tiers de la population mondiale. La population africaine est très jeune, puisque 41 % des habitants ont moins de 15 ans et que l'âge médian est de 21 ans en Afrique du Nord et de 17 ans en Afrique subsaharienne. Cette jeunesse pourrait constituer un atout pour l'Afrique, en terme de dynamisme et de main-d'œuvre, mais elle pose surtout le problème de l'accès à l'éducation et à l'emploi pour des centaines de millions de jeunes africains.

3. Un décollage récent et limité

- Dans les années 1990, la démocratie a néanmoins progressé en Afrique et, depuis les années 2000, les pays africains connaissent une croissance de leur PIB relativement

forte, de l'ordre de 2 à 6 % par an. Cette croissance est tirée par un petit groupe de pays, les " lions africains ", que les investisseurs considèrent comme émergents : il s'agit de l'Afrique du Sud, du Nigéria, de l'Angola et, au nord, du Maroc, de l'Algérie et de l'Égypte. Ces États représentent à eux seuls 60 % du PIB africain. Cette croissance est cependant fragile et vulnérable aux aléas politiques. D'autres pays du continent connaissent également une croissance soutenue et un développement de leur classe moyenne, mais celle-ci n'entraîne pas forcément un processus de développement, dans la mesure où la croissance ne bénéficie qu'à une frange restreinte de la population et n'alimente pas la mise en place d'infrastructures permettant une réelle émergence de ces pays. Ainsi, les PMA d'Afrique subsaharienne ont connu ces dernières années des taux de croissance parfois supérieurs à 5 % par an, mais celle-ci est concentrée dans un petit groupe de pays - Angola, Guinée équatoriale, Soudan - et résulte de l'exploitation des richesses locales par des groupes étrangers. Il s'agit donc d'une "croissance sans développement".

- Le développement des villes représente une autre manifestation du modeste décollage de l'Afrique. Outre les infrastructures et les équipements qui sont mis en place dans les grandes villes, le niveau de vie des citadins est supérieur à celui des ruraux et une classe de consommateurs est en train d'émerger. Le développement rapide de la téléphonie mobile et, dans une moindre mesure, de l'Internet, en sont les manifestations les plus remarquables. 90 % des espaces urbains sont couverts par les réseaux de téléphonie mobile - contre moins de 40 % dans les espaces ruraux - et les villes africaines sont à présent considérées comme un marché potentiel important de consommateurs par les grandes firmes transnationales.
- Les progrès sont réels dans la lutte contre la malnutrition et la mortalité infantile, la vaccination, l'accès à l'eau potable, l'éducation, etc. Mais ils sont très lents et sont concentrés sur quelques noyaux bénéficiant de la proximité d'activités rentables. Ils sont surtout insuffisants au regard de l'explosion démographique que connaît le continent africain. Certains prédisent pour l'Afrique un décollage économique comparable à celui de l'Asie à partir des années 1980, mais le relais entre l'économie de rente et l'industrialisation tarde, malgré quelques délocalisations, et les progrès du bien-être des masses africaines est loin d'être assuré sur le court et le moyen termes. Là encore, les progrès en matière de développement et l'augmentation des investissements s'effectuent dans un contexte de profonde mutation démographique que la plupart des gouvernements africains ne parviennent pas à gérer.

II Une intégration marginale mais croissante dans la mondialisation

1. Les manifestations de la mondialisation

- A priori, l'Afrique est en marge de la mondialisation. Le continent ne produit que 1 % des richesses mondiales et ne compte que pour 3 % des importations et des exportations à l'échelle planétaire. Il faut ajouter que 80 % des exportations sont constituées de matières premières et dans la plupart des États africains, celles-ci sont limitées à deux ou trois produits. De ce fait, la part de l'Afrique, et en particulier de l'Afrique subsaharienne, a diminué d'un tiers dans le commerce mondial depuis les années 1950. En réalité, les États africains ne sont réellement intégrés à la mondialisation que grâce à leurs ressources pétrolières ou minières, ou par l'exportation de leurs produits agricoles - cacao, coton, café, fruits tropicaux.
- Toutefois, la mondialisation se manifeste de plusieurs façons en Afrique : par les métropoles, qui sont les relais locaux de la mondialisation, par la "mondialisation sauvage", avec les trafics illégaux ou non régulés d'armes, de diamants, de drogue, de déchets

toxiques et par la "mondialisation par le bas" liée au secteur informel. Les flux humains qui traversent le continent, entre les pays africains - 82 % des migrations -, entre l'Afrique centrale et l'Afrique du Sud, entre le sud et le nord du Sahara et entre l'Afrique et l'Europe participent également des manifestations de la mondialisation, à défaut d'une réelle intégration dans la manifestation. Elles s'accompagnent d'échanges d'informations, de biens, de transferts de capitaux, etc. On peut évoquer également le développement d'activités touristiques dans certaines régions d'Afrique du Nord et même d'Afrique subsaharienne.

- L'accélération des échanges transnationaux est une autre manifestation de l'influence de la mondialisation en Afrique. La régionalisation progresse dans plusieurs régions d'Afrique et les accords de coopération dynamisent les échanges. Ainsi, 8 États d'Afrique de l'Ouest coopèrent au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et utilisent une monnaie unique, le franc CFA. De même, trois espaces économiques existent à l'Est et au Sud : l'union de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA). Les dirigeants des États membres de ces alliances régionales ambitionnent de créer une vaste zone de libre-échange, regroupant 26 pays africains mais ouverte à d'autres États en dehors du continent. Cette intégration prendra du temps dans la mesure où elle implique des efforts importants pour les pays concernés : libéralisation de leurs marchés, amélioration de la circulation commerciale et surveillance efficace des frontières.

2. Un continent sous influence

- L'intégration de l'Afrique dans la mondialisation a toujours été dirigée par des puissances extérieures. Dès le VII^e siècle, le trafic d'esclaves est organisé à travers le Sahara et vers l'océan Indien et les caravanes transportent de l'or, de l'ivoire, etc. à travers les routes commerciales débouchant sur le monde musulman. Les Occidentaux développent des routes commerciales atlantiques à partir du XV^e siècle et le "commerce triangulaire" se met en place entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique. Au XIX^e siècle, la colonisation partage l'ensemble du continent africain entre les métropoles européennes, la France et le Royaume-Uni au premier chef. L'exploitation économique de l'Afrique et les échanges qui en résultent sont organisés par les États et les entreprises européennes. De même, après la décolonisation, la plupart des pays africains conservent des liens privilégiés avec leur ancienne métropole et les économies de rentes mises en place pendant la période coloniale sont toujours exploitées par des compagnies occidentales.
- Les richesses de l'Afrique - pétrole, minerais et terres rares - sont aujourd'hui encore exploitées par des compagnies européennes, nord-américaines, mais également par les puissances émergentes, la Chine en particulier, suivie par l'Inde - après la "Françafrique", le terme de "Chinafrique" s'est imposé et celui d' "Indafrique" émerge. Plus récemment, d'autres États comme le Brésil, la Turquie et le Qatar se sont intéressés aux richesses du continent africain. Des compagnies étrangères toujours plus nombreuses sont donc en concurrence pour l'exploitation des ressources, ce qui entraîne des revenus importants pour les gouvernements des États africains. De même, les terres cultivables africaines sont de plus en plus recherchées par des pays en déficit de terres, qui louent ou achètent des terres aux gouvernements des pays africains - c'est le land grabbing. Ainsi, la Chine a acheté récemment plusieurs milliers d'hectares de terres agricoles à Madagascar.
- L'Afrique se place juste derrière l'Asie dans les prévisions d'investissement, selon le FMI. Malgré la crise économique mondiale, les investisseurs étrangers, en particulier

ceux des pays émergents, considèrent de plus en plus l'Afrique comme une opportunité. Toutefois, là encore, les prévisions d'investissement montrent une répartition très inégale entre les différents États. En 2011, l'analyse du cabinet Ernst and Young portant sur les perspectives de projets d'IDE en Afrique s'intitule : "It's time for Africa". Le continent est enfin convoité par les FTN occidentales ou des États émergents pour la masse de consommateurs potentiels qu'elle représente. Plus de 30 % de la population du continent appartient désormais à la classe moyenne, ce qui représente plus de 300 millions de personnes dans l'immédiat, mais plus du double à moyen terme.

3. De nombreux défis à relever

- Le premier défi de l'Afrique est d'améliorer les conditions de vie d'une population jeune et en très forte croissance. Il s'agit pour les gouvernements d'assurer la sécurité physique des habitants, puis leur sécurité alimentaire et sanitaire. L'éducation et l'emploi représentent également des défis importants, dans la mesure où ils conditionnent le développement des États et le niveau de vie des habitants. Pour cela, les pays africains doivent poursuivre dans la voie de la démocratisation, régler les tensions et les violences liées aux problèmes ethniques (RDC), politiques (Kenya, Zimbabwe) ou religieux (Nigéria, Mali), mieux maîtriser les frontières et lutter contre une corruption endémique. Il est impossible de surmonter ces défis si le produit de la manne des richesses naturelles continue d'être confisquée par l'entourage d'autocraties en place au détriment du développement. De même, la stabilisation politique est une condition indispensable à l'émergence de certains pays, ce qui est loin d'être acquis dans plusieurs États africains.
- Le deuxième défi consiste à sortir de l'économie de rente pour promouvoir le développement d'infrastructures - transports, accès aux services, etc. - et encourager les initiatives de développement locales. Les gouvernements doivent pour cela tenir compte de spécificités africaines, telles qu'une activité plus tournée vers les échanges que vers la production. En cela, l'approfondissement de l'intégration régionale est une nécessité, les organisations régionales existantes n'étant pas pour l'heure suffisamment efficaces. Dans le domaine agricole, les spécialistes estiment que l'Afrique a besoin d'une révolution verte permettant de parvenir à une meilleure productivité, mais sans nuire à l'environnement.
- Le troisième défi majeur concerne les enjeux écologiques du développement durable. L'exploitation des ressources naturelles de l'Afrique entraîne des problèmes environnementaux importants. Pollution des eaux dans le delta du Niger à cause des fuites d'hydrocarbures, déforestation massive due à l'exploitation des minerais, à l'agriculture productiviste et au land grabbing, dégradation des sols due à l'utilisation d'OGM, problème de la gestion des déchets dans des villes en pleine croissance anarchique, etc. Pour l'heure, ces questions environnementales semblent mineures au regard des grands problèmes de l'Afrique. Mais elles se poseront avec de plus en plus d'acuité avec le développement rapide de la population, des métropoles et l'augmentation des besoins en termes de consommation.

III Les "Afriques", entre dynamisme, intégration et marginalisation

1. Un État intégré à la mondialisation et des puissances régionales

- L'Afrique du Sud représente à elle seule 23 % du PIB africain. Les économistes la classent dans la catégorie des pays émergents. C'est le seul pays africain réellement intégré à la mondialisation, dans la mesure où il héberge les seules entreprises multi-

nationales africaines. Johannesburg, la capitale économique, est une des seules villes mondiales d'Afrique et c'est la première place boursière du continent. Les activités économiques sont diversifiées et le pays a connu une forte tertiarisation de son économie. En tant que puissance, l'Afrique du Sud revendique une place permanente au Conseil de sécurité de l'ONU. Toutefois, elle conserve encore des caractéristiques d'un pays en développement : les produits bruts représentent encore 40 % des exportations du pays, le taux de chômage est important et, surtout, le pays est traversé par de très fortes inégalités socio-spatiales.

- En Afrique occidentale, le Nigéria s'est affirmé comme seule puissance régionale, au détriment de la Côte d'Ivoire qui revendiquait le leadership de la région. Première économie d'Afrique de l'Ouest et du Centre, le pays dispose de grandes entreprises et de banques, grâce à la manne pétrolière notamment. C'est également le troisième producteur de films au monde (" Nollywood ") et sa diaspora est bien implantée dans le continent africain. Le pays exerce une influence diplomatique et politique sur toute la région et il aspire à devenir une puissance émergente : lorsqu'il a été question d'une ouverture du Conseil de sécurité des Nations-Unies, le Nigéria s'est immédiatement positionné comme l'État africain le plus puissant. Mais cet immense pays de 170 millions d'habitants souffre également des traits du mal-développement (IDH : 0,448, 142^e rang mondial).
- L'Égypte et les États du Maghreb peuvent également être considérées comme des puissances régionales. Leur IDH est plus élevé que la moyenne du continent africain et leurs économies sont plus diversifiées que celles des pays d'Afrique subsaharienne. Leurs littoraux sont ouverts au commerce mondial et ces pays ont développé des infrastructures portuaires et/ou touristiques. À l'échelle de l'Afrique, ils peuvent donc être considérés comme des " pays riches ". Toutefois, ils ont eux aussi conservé des traits du mal-développement : déséquilibre des structures économiques, manque d'infrastructures, fortes inégalités socio-spatiales, etc. Enfin, les incertitudes politiques liées au " printemps arabe " rend leur situation incertaine et pèse sur certaines activités vitales, comme le tourisme en Tunisie ou en Égypte.

2. L'intégration par les métropoles

- C'est dans les métropoles africaines que l'on trouve les activités économiques innovantes et l'ouverture à la mondialisation, tant dans les puissances régionales qui viennent d'être évoquées que dans les pays en développement ou les PMA. Le taux d'urbanisation en Afrique est encore modeste - environ 35 % de la population totale -, mais il ne cesse de croître, d'environ 5 % par an. Alors que l'Afrique blanche est largement urbanisée, au nord, certains États d'Afrique noire ont des taux d'urbanisation très faibles, comme le Rwanda ou le Burundi (moins de 10 %), mais d'autres ont dépassé les 50 %, comme le Gabon, le Congo, le Sénégal et bientôt l'essentiel des États du Golfe de Guinée et de l'Afrique australe. L'urbanisation est plus importante dans le Maghreb et les villes australes.
- Les villes africaines se structurent autour des vieilles médinas (en Afrique du Nord) ou des villes coloniales dans lesquelles se bâtissent des CBD - le quartier du " plateau ", à Dakar. Elles polarisent les services publics, les sièges sociaux des entreprises et les investissements, les équipements ainsi que les revenus des économies de rente. Le phénomène de littoralisation est particulièrement présent en Afrique, puisque le centre du continent se caractérise par l'absence de villes ou bien l'existence de petites et moyennes agglomérations - en dehors des grandes villes fluviales -, tandis qu'on observe un alignement urbain tout au long des côtes de l'Afrique. Ce phénomène est particulièrement net autour du Golfe de Guinée, de Luanda (Angola) à Abidjan (Côte

d'Ivoire), où un chapelet de métropoles ouvre les pays de la région à la mondialisation et constituent des moteurs de développement.

- D'une manière générale, la ville africaine est un foyer de création, d'innovation et de dynamisme. Toutefois, les défis à gérer face à une croissance urbaine non maîtrisée sont nombreux. Les villes africaines connaissent des problèmes importants, que ce soit en Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne ou en Afrique australe : bidonvilles, violences, importance des inégalités socio-spatiales, etc. Mais partout, elles servent de relais à la mondialisation et font preuve d'une grande vitalité.

3. Les PMA, en marge du développement

- Sur les 50 pays les plus pauvres de la planète, 33 sont des PMA d'Afrique subsaharienne. Leur croissance moyenne ces dernières années, située autour de 6 % par an, a surtout été alimentée par les exportations de pétrole et de minerais et a bénéficié à quelques pays comme l'Angola, le Tchad ou la Guinée. Ces bénéfices n'ont pas été réinvestis dans les infrastructures, le niveau de développement n'a pas augmenté et la manne n'a profité qu'à un petit segment de la population. La majorité des habitants, qui survivent grâce à l'agriculture, n'a tiré aucun bénéfice de cette rente. Et dans les États qui n'en bénéficient pas, le sous-développement s'aggrave et les investissements diminuent. " Plus du tiers des habitants de ces États vit avec moins de un dollar par jour. Ils étaient 44 % il y a dix ans. Mais derrière ce progrès apparent, la pauvreté augmente en chiffres bruts, puisque plus de 200 millions d'habitants de ces pays vivent sous le seuil de pauvreté absolu et que ce nombre devrait augmenter dans les prochaines années du fait de la forte natalité. À ce jour, aucun programme d'aide internationale n'est parvenu à inverser cette tendance et on voit mal comment ces pays pourraient progresser alors qu'ils ne parviennent pas à gérer l'augmentation de leur population.
- Un seul pays, le Botswana, a pu sortir de la liste des PMA africains en 1994. Cet État démocratique, dont la richesse se fonde sur le pétrole, les diamants et quelques minerais, a su gérer cette rente et développer d'autres secteurs, comme le tourisme. Alors qu'il était l'un des pays les plus pauvres au monde, le Botswana est devenu un État à revenus moyens, avec un PIB par habitant de 16 800 dollars par an (75e rang mondial en 2012) et un IDH supérieur à 0,6 (0,4 en 1980). À titre d'anecdote, c'est le second pays africain après l'Afrique du Sud à être répertorié en 2012 sur Google Street View. Certes, le pays comprend encore 30 % de pauvres et l'épidémie de sida y fait des ravages. Mais le Botswana représente néanmoins un modèle de réussite qui pourrait inspirer d'autres PMA d'Afrique.

Conclusion

Les défis restent nombreux à relever pour que l'Afrique sorte du sous-développement et s'intègre dans la mondialisation : maîtriser la croissance démographique et la croissance urbaine, subvenir aux besoins alimentaires et sanitaires des populations, surmonter l'instabilité politique et progresser dans la voie de l'intégration régionale, etc. Le développement durable, qui n'est pour l'instant pas une priorité pour les dirigeants africains, devra mieux être pris en considération, en particulier pour assurer aux populations africaines un accès plus équitable aux revenus générés par les richesses et les potentialités du continent.